

COMMUNIQUÉ DE PRESSE POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Négociations du secteur public

Des offres gouvernementales méprisantes qui ne reconnaissent pas le travail essentiel des employé·e·s du réseau de la santé et des services sociaux

Québec, le 12 décembre 2019 – « Alors que nos membres se rendent malades à travailler dans des conditions de travail et d'exercice exécrables et qu'ils et elles n'arrivent plus à offrir des soins et des services de qualité, sécuritaires et accessibles à la population, le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que de leur offrir les miettes des surplus gigantesques qu'il a réalisés en grande partie sur leur dos. Ça fait 20 ans que les professionnel·le·s en soins ainsi que les professionnel·le·s et technicien·ne·s de la santé et des services sociaux mangent leur pain noir. Les offres dérisoires sont méprisantes envers ceux et celles qui tiennent le réseau à bout de bras. »

C'est avec ces mots très durs que les présidentes de l'APTS et de la FIQ, Andrée Poirier et Nancy Bédard, ont reçu les offres anémiques du gouvernement du Québec dans le cadre des négociations de la convention collective du secteur public. Alors que le gouvernement dispose d'un surplus important et d'une marge de manœuvre financière significative, le 7 % d'augmentation salariale sur 5 ans – trois points de pourcentage en dessous de l'inflation – offert par le président du Conseil du trésor, Christian Dubé, est insultant pour les travailleuses et les travailleurs et les autres mesures qu'il propose ne font rien pour améliorer les conditions de travail. « Est-ce que le gouvernement croit réellement qu'avec de telles offres le réseau sera plus attractif auprès d'une main-d'œuvre dont il a cruellement besoin? », ont souligné mesdames Poirier et Bédard.

L'écart salarial condamné à s'accroître

L'offre gouvernementale est particulièrement offensante lorsqu'on la compare aux prévisions d'évolution des salaires et traitements que le ministre des Finances, Éric Girard, a dévoilées lors de sa mise à jour économique. Avec un taux de croissance moyen de 4,2 % entre 2018 et 2023, cette évolution des salaires est 3 fois supérieure à la proposition dévoilée aujourd'hui.

« Non seulement il n'y a aucune mesure pour réduire l'écart de 13,2 % entre les salaires du secteur public et ceux des autres salarié·e·s québécois·es, mais en plus avec des offres qui sont en deçà de ses propres prévisions d'évolution des salaires, l'offre gouvernementale va accroître le déséquilibre. C'est inacceptable! », ont affirmé les présidentes de l'alliance APTS-FIQ.

Rien pour attirer et retenir la main-d'œuvre

La pauvreté des offres gouvernementales inquiète grandement les deux organisations syndicales, qui ne voient pas comment le réseau va pouvoir attirer et retenir son personnel. Sans un apport de sang neuf, la surcharge de travail et les heures supplémentaires obligatoires perdureront, entraînant

des problèmes de détresse psychologique chez celles et ceux dont la mission première est de s'occuper de la population.

« Ce sont les soins et les services à la population qui seront touchés directement si le gouvernement ne bonifie pas substantiellement son offre. L'équation est simple, moins de personnel implique moins de soins et de services. Et les employé·e·s qui gardent le fort s'épuisent et tombent malades, ce qui pèse encore plus sur notre système public qui doit maintenant prendre soin de ceux et celles qui devaient prendre soin de la population », ont déploré les présidentes de l'alliance.

Les professionnel·le·s en soins et le personnel professionnel et technique écarté

L'alliance APTS-FIQ est sidérée de ne pas être incluse dans le forum sur l'accessibilité aux soins alors que leurs membres dispensent des soins et des services sociaux essentiels à une population vulnérable. Ajoutant l'injure à l'insulte, aucune incidence monétaire n'est associée au forum sur la santé globale où, pourtant, la situation est hautement critique.

« Quel affront de la part du gouvernement envers nos membres et la population. En plus, pourquoi le président du Conseil du trésor ressent-il le besoin de consulter les syndicats pour connaître les besoins du réseau? Il nous semble que les ministres McCann, Carmant et Blais devraient déjà connaître les problèmes, les solutions que nous proposons depuis plus d'un an, et être à même de savoir que ça prend des investissements majeurs. Est-ce qu'on va encore perdre notre temps? », ont conclu Mesdames Bédard et Poirier.

À propos de l'APTS et de la FIQ

L'[APTS](#) regroupe et représente quelque 55 000 professionnel·le·s et technicien·ne·s qui offrent une multitude de services en matière de diagnostic, de réadaptation, de nutrition, d'intervention psychosociale, de soutien clinique et de prévention à travers tout le réseau. La [FIQ](#), de son côté, réunit 76 000 membres infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et perfusionnistes cliniques œuvrant dans les établissements de santé aux quatre coins du Québec.

– 30 –

Pour renseignements : Mathieu Le Blanc
Conseiller aux communications
514 609-2906
mleblanc@aptsq.com

Sandra Gagné
Conseillère aux communications
514 796-5093
sgagne@figsante.qc.ca